

REGLEMENT INTERIEUR

Voté à l'unanimité en Conseil d'Etablissement le 04 avril 2019

« Toute personne a droit à ce que règne un ordre tel que les droits et libertés de chacun puissent prendre plein effet. L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seul le libre et plein développement de sa personnalité est possible ».
(Déclaration universelle des droits de l'Homme, O.N.U - 10 /12 /1948).

Décrets n° 2011-728 et n° 2011-729 du 24 juin 2011 – Bulletin officiel spécial n°6 du 25 août 2011

Circulaire n° 2011-112 du 1-8-2011

Décret 2014-522 du 22 mai 2014 – Bulletin officiel spécial n°22 du 29 mai 2014

Circulaire n° 2014-059 du 27-5-2014

Préambule

Le Règlement Intérieur a une double dimension, éducative et administrative.

Il définit les droits et devoirs de chacun des membres de la communauté scolaire.

Il fixe les règles d'organisation de l'établissement, il détermine dans quelles conditions les droits et les obligations s'exercent au sein du lycée, en tenant compte du contexte local.

Il permet la régulation de la vie dans l'établissement et les rapports entre les différents membres de la communauté scolaire, dans un cadre de confiance réciproque, chacun devant se considérer comme solidairement responsable de la vie de l'établissement.

Le rôle des parents est donc essentiel dans le suivi éducatif des enfants qui sont confiés à l'établissement.

Ce Règlement Intérieur s'inscrit dans les lois de la République Française et dans le respect de ses principes. Il est porteur des valeurs qui y sont attachées :

- Laïcité et neutralité politique, idéologique et religieuse,
- Tolérance et respect d'autrui dans sa personnalité et dans ses convictions,
- Protection contre toute agression physique et morale,
- Participation de chaque élève à toutes les activités de la scolarité,
- Responsabilité progressive des élèves dans les activités éducatives,
- Contribution à l'égalité des chances et de traitement entre garçons et filles,
- Respect des biens et des locaux.

Organisation générale

Article 1

Rythmes, horaires et régimes de sortie

Le calendrier et le rythme scolaires sont adoptés par le Conseil d'Etablissement du Lycée Français La Fontaine de Niamey.

La présence de l'élève dans l'établissement est régie par ce calendrier, par son emploi du temps et par son régime de sortie (collégiens).

Les changements apportés à cet emploi du temps, notamment ceux liés à un évènement exceptionnel tel qu'une absence de professeur, doivent être consignés par l'élève dans le carnet de liaison.

Les régimes de sortie des collégiens sont :

- **R1** : le collégien est pris en charge de 7h30 à 12h40 et de 15h à 18h et n'est pas autorisé à sortir de l'établissement durant ces horaires.
- **R2** : le collégien entre et sort en fonction de son emploi du temps. Il n'est pas autorisé à quitter l'établissement en cas d'absence prévue ou imprévue d'un professeur, à l'issue de la dernière heure de cours de la demi-journée.
- **R3** : le collégien est autorisé à sortir de l'établissement en cas d'absence imprévue d'un enseignant à la dernière heure de cours de la demi-journée.

Le choix du régime de sortie se fait en début d'année scolaire. Les élèves des classes de 6^{ème} n'ont accès qu'aux régimes R1 et R2.

Au lycée, les élèves sont autorisés à sortir librement, en dehors des heures de cours et aux heures d'ouverture du portail, sous la responsabilité de leur famille.

La sortie des lycéens pendant la récréation du matin (10h25-10h45) est autorisée, sauf en cas d'interdiction écrite des parents pour les élèves mineurs faite en début d'année scolaire.

Lorsqu'ils n'ont pas cours, les élèves du collège se rendent au CDI, en salle de permanence ou dans l'espace détente réservé aux collégiens. Ils ne sont en aucun cas autorisés à quitter l'établissement entre deux séquences de cours.

Mouvements et horaires des cours

Le Lycée français La Fontaine est ouvert de 7h15 à 13h00 et de 14h45 à 18h15 (hors activités sportives).

HORAIRES DE L'ECOLE MATERNELLE

MATIN

	Lundi – Mardi – Mercredi - Jeudi – Vendredi
Accueil	8h20 – 8h30
Temps de classe	8h30 – 12h30
Ouverture du portail	12h20 – 12h30

APRES-MIDI

	Mardi - Jeudi
Accueil	14h50 – 15h00
Temps de classe	15h00 – 17h00
Ouverture du portail	16h50 – 17h00

HORAIRES DE L'ECOLE ELEMENTAIRE

MATIN

	Lundi – Mardi – Mercredi - Jeudi – Vendredi
Ouverture du portail	8h20
Temps de classe	8h30 – 12h30

APRES-MIDI

	Mardi - Jeudi
Ouverture du portail	14h50 – 15h00
Temps de classe	15h00 – 17h00

COURS DU SECOND DEGRE

MATIN

1 ^{ère} séquence :	7h30 - 8h25
2 ^{ème} séquence :	8h30 - 9h25
3 ^{ème} séquence :	9h30 - 10h25
Récréation :	10h25 -10h45
4 ^{ème} séquence :	10h45 -11h40
5 ^{ème} séquence :	11h45 -12h40

APRES-MIDI

6 ^{ème} séquence :	15h00 -15h55
7 ^{ème} séquence :	16h00 -16h55
8 ^{ème} séquence :	17h00 -17h55

A chaque séquence, les élèves se rangent dans le calme devant la salle de classe où ils vont avoir cours.

En dehors des horaires précisés ci-dessus, et des temps d'activités programmés auxquels les enfants sont inscrits, la responsabilité de l'Etablissement ne peut être engagée.

Accès aux personnes

Toute personne étrangère à l'établissement doit se présenter aux gardiens afin d'obtenir l'autorisation de pénétrer dans l'enceinte du Lycée.

Les parents qui souhaitent rencontrer un membre de la communauté scolaire veilleront à prendre rendez-vous afin de faciliter leur entrée dans l'établissement.

Ecole maternelle :

Les parents doivent déposer les enfants au portail et les reprendre dans leur classe, aux heures d'entrée et de sortie.

Sortie de midi : à partir de 12h20 jusqu'à 12h30

Sortie de l'après-midi : à partir de 16h50 jusqu'à 17h.

L'exclusion temporaire de l'élève est prévue en cas de négligence ou de mauvaise volonté des parents pour venir reprendre leur enfant aux heures prévues.

Un système de carte, servant de décharge de responsabilité, est mis en place pour la sortie des enfants. Les parents peuvent remettre ces cartes aux personnes de leur choix.

Article 2

Vols

Il est recommandé de n'avoir sur soi ni somme d'argent importante, ni objet précieux.
Le Lycée ne saurait être tenu pour responsable des vols pouvant survenir.

Sécurité

Les consignes et les lieux de rassemblement liés au protocole d'évacuation incendie et au protocole de sécurité sont affichés dans l'établissement (voir en annexe).

Les élèves et leur famille sont invités à en prendre connaissance et à les respecter dans leur intégralité.

Assurance

Une assurance Responsabilité Civile a été souscrite par le lycée La Fontaine. Elle garantit l'établissement, les élèves de l'établissement, de l'Association Sportive (A.S.), du Foyer Socio Educatif (FSE) et des activités périscolaires organisées par les associations des parents d'élèves contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils peuvent encourir en raison de l'assuré lui-même, du personnel de l'établissement, des installations, du matériel et des immeubles. Cependant, il est vivement recommandé aux familles de souscrire pour leur enfant une assurance civile (pour les dommages causés) et individuelle accident (pour les dommages subis). Les parents ont le choix de leur assureur. Toutefois, les associations des parents d'élèves proposent des formules d'assurance en début d'année scolaire.

Aides

Les frais de scolarité des élèves de nationalité française peuvent faire l'objet d'une prise en charge. Les responsables légaux sont invités à se renseigner auprès du Consulat de France à Niamey. Pour des difficultés ponctuelles et exceptionnelles, des demandes d'aides peuvent être formulées auprès du Proviseur dans le cadre de la Caisse de Solidarité.

Frais de scolarité

L'année est découpée en 3 trimestres.

Tout trimestre est payable en entier, dès réception de la facture.

En cas d'arrivée en cours d'année scolaire ou de départ anticipé définitif, une réduction peut être accordée par le Chef d'Etablissement, sur demande écrite et motivée.

Dans ce cas, tout mois commencé sera dû pour sa totalité.

Le règlement se fait soit en espèces (CFA uniquement), soit par chèque (chèques euros et CFA acceptés) à l'ordre de l'agent comptable du Lycée la Fontaine.



ÉTABLISSEMENT
EN GESTION DIRECTE



aefe
Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

Des frais supplémentaires peuvent s'ajouter en cours d'année (frais d'examen, technologie, voyages scolaires...). Ils relèvent d'une décision du Conseil d'Etablissement et de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger.

Santé

L'inscription dans l'Etablissement ne sera recevable qu'après validation des autorisations médicales par les familles.

Toute prise de médicaments dans l'établissement est interdite sauf sur prescription médicale.

Dans ce cas, l'élève devra déposer au Service Vie Scolaire ou au bureau du Directeur les médicaments avec une photocopie de l'ordonnance correspondante.

Les responsables légaux de l'élève s'engagent à communiquer à l'établissement, toute information relative à la santé de leur enfant. L'Etablissement s'engage à respecter la confidentialité des informations communiquées.

Accident scolaire

Tout accident pendant le temps scolaire, même apparaissant bénin, doit être signalé. L'élève (ou au besoin un camarade) doit immédiatement avertir son professeur ou un personnel de l'établissement qui prendra les mesures d'urgence nécessaires et avisera l'équipe de direction.

Il n'existe pas de médecin ni d'infirmière scolaire rattaché en permanence à l'établissement.

En cas de malaise ou d'accident, les parents seront immédiatement prévenus.

En cas d'urgence, et au regard de l'autorisation validée par la famille en début d'année scolaire, le Proviseur, son Adjoint ou le Directeur prendra toute initiative pour assurer le transport de l'élève malade vers le centre de soins indiqué par les parents ou le plus rapidement accessible.

Droits des élèves

Droit à l'éducation

Article 3

En liaison avec l'obligation d'assiduité, le droit à l'éducation est garanti à chacun afin de lui permettre de développer sa personnalité, d'élever son niveau de formation, de s'insérer dans la vie sociale et professionnelle pour exercer une citoyenneté pleine et entière.

Article 4

Chaque élève a le droit de travailler dans un climat serein, propice aux apprentissages scolaires.

Article 5

L'élève a le droit à l'information.

Il est informé sur ses résultats scolaires, les moyens d'aide et de soutien, l'orientation et les métiers, la vie de l'établissement. La confidentialité de certains contenus pourra être prise en compte.

Relation avec les familles

Le professeur principal de la classe, l'enseignant de la classe à l'école primaire sont plus particulièrement chargés de la liaison avec les familles.

Des rencontres sont organisées tout au long de l'année entre les parents, les professeurs, et l'équipe administrative de l'établissement.

A l'école primaire, les parents d'élèves rencontrent l'enseignant de la classe de leur enfant à l'occasion de la remise des livrets.

En dehors de ces réunions programmées, des rencontres individualisées pourront avoir lieu à la demande des familles ou des équipes éducatives.

Le rôle des parents est essentiel dans le suivi éducatif des enfants qui sont confiés à l'établissement.

Pour se tenir informés du travail de leurs enfants et de la vie de l'établissement, les parents disposent :

- du carnet de liaison,
- du cahier de texte personnel de l'élève,
- du cahier de texte de la classe,
- des bulletins trimestriels portant les appréciations et les décisions du conseil de classe
- du site internet du lycée www.lfniamey.fontaine.ne

Article 6

Accès au Centre de Documentation et d'Information (CDI)

Les élèves sont accueillis au CDI pour effectuer des recherches qui nécessitent l'utilisation de documents, lire et emprunter des livres de bibliothèque. Le documentaliste initie les élèves et les guide dans leurs recherches documentaires et dans leur projet d'orientation.

Le CDI est ouvert du lundi au vendredi de 7h30 à 18h00.

Pendant les heures d'études, les élèves qui le souhaitent peuvent se rendre au CDI, après s'être inscrits à la vie scolaire.

A l'école primaire les élèves sont accueillis en BCD pendant les horaires de classe avec leur enseignant ou l'animateur de la BCD.

Accès aux ressources informatiques

L'élève dispose des ressources informatiques de l'établissement. Cet accès aux technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement (TICE) est subordonné au respect des termes de la Charte informatique du Lycée la Fontaine.

A l'école primaire les élèves n'ont accès à la salle informatique qu'accompagnés d'un enseignant.

Article 7

Droit à l'intégrité physique et morale

L'établissement se porte garant de l'intégrité physique et morale des élèves.

Il veille à la non discrimination, au respect des opinions et de la laïcité.

Conformément aux dispositions de l'article L. 141-5-1 du Code de l'Éducation, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est

interdit. Lorsqu'un élève méconnaît l'interdiction posée à l'alinéa précédent, le Chef d'Etablissement organise un dialogue avec cet élève et sa famille avant l'engagement de toute procédure disciplinaire.

Article 8

Droits liés à l'exercice de la citoyenneté

Ils ont pour cadre leur liberté d'information et d'expression, dans le respect du pluralisme, des principes de neutralité et du respect d'autrui, ce qui excluent tout prosélytisme et toute propagande. Ils s'exercent différemment selon que l'élève est collégien ou lycéen.

Au collège

Le droit d'expression

Les élèves de collège bénéficient du droit d'expression collective qui s'exerce par l'intermédiaire de leurs délégués de classe et des associations d'élèves (F.S.E, Association Sportive).

Un panneau d'expression est mis à leur disposition : toutes les informations qu'ils souhaitent afficher doivent être autorisées par le Chef d'Etablissement ou son représentant.

Le droit de réunion

Les élèves de collège bénéficient du droit de réunion : l'autorisation d'une réunion doit être accordée par le Chef d'Etablissement ou son représentant.

Toute réunion de collégiens est obligatoirement encadrée par un adulte.

Au Lycée

La liberté d'expression collective

Les lycéens disposent de la liberté d'expression individuelle et collective.

Le droit d'expression collective s'exerce par l'intermédiaire des délégués des élèves ou des associations d'élèves qui peuvent recueillir les avis et les propositions des élèves et de les exprimer auprès du Proviseur ou du Conseil d'Etablissement.

Un panneau d'affichage est mis à disposition des lycéens.

Tout document faisant l'objet d'un affichage doit être présenté au préalable au Chef d'Etablissement ou à son représentant. L'affichage ne peut être anonyme.

Les publications rédigées par les lycéens peuvent être librement diffusées dans l'établissement après accord du Chef d'Etablissement qui veille à ce qu'aucun écrit ne présente un caractère injurieux ou diffamatoire, ne porte atteinte aux droits d'autrui ou au pays d'accueil. Dans le cas contraire, le Chef d'Etablissement peut suspendre ou interdire la publication dans l'établissement. Il en informe le Conseil d'Etablissement.

La liberté d'association et de réunion

La constitution d'associations domiciliées au sein de l'établissement doit être autorisée par le Conseil d'Etablissement après dépôt auprès du Proviseur d'une copie des statuts de l'association.

En cas de manquement aux principes fondamentaux du service public d'éducation, le Proviseur saisit le Conseil d'Etablissement qui peut retirer l'autorisation de domiciliation.



ÉTABLISSEMENT
EN GESTION DIRECTE



aefe
Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

Toute réunion doit faire l'objet d'une demande écrite en précisant l'objet, la date, le ou les responsables. Cette demande doit parvenir 8 jours au moins avant la date de la réunion au Chef d'Etablissement ou à son représentant (15 jours pour des manifestations festives).

Devoirs des élèves

Ils s'imposent à tous les élèves quels que soient leur âge et leur classe.

Ils impliquent le respect des règles de fonctionnement de la vie collective.

Au centre de ces obligations et dans le propre intérêt des élèves s'inscrivent **l'assiduité et la ponctualité, priorités absolues** pour mener à bien tout projet personnel.

Article 9

Devoir d'assiduité

La présence à tous les cours prévus à l'emploi du temps est obligatoire, y compris aux cours optionnels auxquels l'élève s'est inscrit.

Toute option choisie devra être suivie jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Pour toute absence prévisible, la famille est tenue d'informer par écrit et au préalable l'administration du lycée qui appréciera le bien-fondé de cette demande.

Pour toute absence imprévisible (notamment la maladie) la famille doit immédiatement informer l'établissement par téléphone (20.72.21.63) ou par mel : viescolaire@fontaine.ne.

Toute absence d'élève, même si l'établissement a été prévenu par téléphone, doit être justifiée par écrit au moyen du carnet de liaison (papier détachable renseigné, daté et signé par l'un des responsables légaux de l'élève) et remis au service Vie Scolaire lors du retour de l'élève.

L'élève qui ne respecterait pas cette procédure s'expose à ne pas être admis en classe.

Pour les élèves dont les absences seraient supérieures à 3 demi-journées par trimestre, le Chef d'Etablissement peut se réserver le droit d'exiger un document officiel (certificat médical, convocation administrative...).

Ponctualité

Tout élève en retard doit se présenter au bureau Vie Scolaire et solliciter son admission en classe.

Un billet de retard devra être établi et visé par la famille.

Il sera présenté dès la demi-journée qui suit au bureau Vie Scolaire.

L'enseignant se réserve le droit d'accepter ou non l'élève dans la classe.

Un retard excédant 10mn ne permettra pas à l'élève d'être accepté en classe (*sauf sur demande expresse de l'enseignant*), il sera alors pris en charge par le personnel de surveillance et considéré absent.

Les retards sont enregistrés au bureau Vie Scolaire. Les récidives font l'objet d'un signalement spécifique aux familles. Au troisième retard dans une même période, la famille devra se déplacer au bureau Vie scolaire afin de permettre l'intégration de l'élève en classe.

Aucun retard ne saurait être toléré entre deux heures de cours.

A l'école primaire les élèves en retard devront se présenter au bureau du directeur afin d'obtenir un billet de retard pour être admis en classe. Les élèves de maternelle, après l'obtention du billet doivent être accompagnés dans leur classe par la personne responsable.

Article 10

Education Physique et Sportive

Les élèves sont pris en charge par leur professeur sur les plateaux sportifs, qu'ils s'agissent d'activités à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement. Dans le cas d'activités programmées sur des installations extérieures, les lycéens peuvent être autorisés par le chef d'établissement à se rendre directement sur ces installations.

L'EPS est une discipline d'enseignement et s'adresse à tous les élèves et repose sur le principe de l'aptitude a priori de tous les élèves.

Le Règlement Intérieur distingue la notion d'incapacité ponctuelle de pratiquer, accordée par l'enseignant, et l'inaptitude totale ou partielle qui résulte d'un diagnostic du médecin dont le signalement s'effectue exclusivement au moyen du **certificat médical type disponible à la vie scolaire**.

- Incapacité ponctuelle : la famille peut demander une dispense exceptionnelle (pour une séance) par le biais du carnet de liaison de l'élève. L'enseignant peut la refuser ou l'adapter en fonction du motif invoqué et du cours prévu. Dans tous les cas, l'élève se présentera au cours avec sa tenue d'EPS.
- Inaptitude totale ou partielle, définitive ou temporaire : en cas d'inaptitude reposant sur un diagnostic effectué par un médecin et dans la mesure du possible, une adaptation pédagogique des contenus et des modalités d'évaluation est proposée à l'élève, ce qui nécessite que le certificat médical soit rempli de manière précise et explicite afin que les adaptations soient en adéquation avec l'inaptitude. Dans tous les cas l'élève se présentera en cours avec sa tenue d'EPS.

Le signalement médical ou parental d'une inaptitude ou d'une incapacité ponctuelle ne dispense pas l'élève du cours d'EPS. Seul le chef d'établissement, après avis de l'équipe éducative, est habilité à accorder une dispense de cours d'EPS.

Article 11

Respect de son travail

Tout élève ne peut tirer profit de l'enseignement qui lui est dispensé que s'il fait les travaux écrits, oraux et pratiques exigés par les enseignants. Il doit par ailleurs se munir du matériel demandé par chaque professeur. En cas d'absence, l'élève doit rattraper les cours manqués dans les plus brefs délais.

De plus, les élèves doivent se soumettre aux contrôles des connaissances qui leur sont imposés (travail à la maison rendu dans les délais impartis, devoirs en classe, etc.).

Ces travaux sont nécessaires pour évaluer leurs connaissances et leurs compétences.

Le professeur arrête les modalités de l'évaluation des élèves absents, des élèves n'ayant pas rendu leur devoir à temps ou qui se sont soustraits aux contrôles.

Les absences constatées et les résultats obtenus figureront sur les bulletins trimestriels et, le cas échéant, sur les livrets scolaires et les dossiers de poursuite d'études.

Faute d'une évaluation objective due à des absences répétées aux évaluations, l'enseignant a la possibilité de ne pas reporter la moyenne sur le bulletin trimestriel.

Article 12

Respect de soi et d'autrui

Les élèves ont envers eux-mêmes et vis-à-vis des autres un devoir de respect qui doit transparaître dans leur tenue vestimentaire et dans leur comportement.

Les incivilités (brimades, insultes, bousculades, discriminations...) et les actes de violence (agressions physiques et morales, verbales, menaces, rackets...) ne peuvent être tolérés, car ils représentent des atteintes à la dignité et à l'intégrité des personnes.

L'élève est tenu au respect de ses camarades et de l'ensemble des personnels de l'établissement.

La détention de tout produit, objet dangereux ou étranger à la pratique scolaire est prohibée.

L'usage des systèmes d'écoute musicale, téléphones portables et accessoires divers est limité aux cours de récréation et aux temps de pause.

A l'école primaire tous les systèmes d'écoute musicale, téléphones portables et consoles de jeux sont interdits.

Article 13

Respect de la santé

L'usage du tabac est formellement interdit dans l'établissement, de même que l'introduction d'alcool ou de toute substance illicite (produits stupéfiants, toxiques, inflammables, substances psycho-actives...).

Tout élève ayant une maladie contagieuse devra lors de son retour en classe fournir un certificat médical de non contagion.

Equilibre nutritionnel

En application des directives réglementaires figurant au Bulletin Officiel de Juin 2001, l'établissement scolaire se doit de veiller, au travers de ses actions de prévention et de la régulation des pratiques alimentaires des élèves, à ce que les enfants soient sensibilisés à un équilibre nutritionnel indispensable à leur bon développement et à leur bien être.

La mise à disposition d'aliments ou boissons dans l'enceinte de l'établissement doit répondre à ces directives. L'introduction tolérée de goûters équilibrés reste sous l'entière responsabilité des parents.

L'offre faite par l'Etablissement devra résulter d'une concertation préalable avec les représentants élèves, le bureau du FSE et les Associations des Parents d'Elèves.

A l'école primaire les élèves doivent apporter chaque jour une gourde d'eau et un goûter sain et adapté.

Article 14

Respect du cadre de vie et de l'environnement

Vivre dans l'établissement propre et agréable est le souhait de tous. Cela implique que chacun respecte les locaux et le matériel confié à la vie collective et qu'aucun déchet ne soit jeté par terre.



Cette démarche s'inscrit dans la sensibilisation incontournable des enfants qui nous sont confiés à l'environnement et au développement durable.

Toute dégradation volontaire relèvera d'une facturation du service comptable.

Procédures disciplinaires

Article 15

Le Règlement Intérieur de l'établissement et les mesures disciplinaires se doivent de respecter le cadre légal et le principe général du droit.

Les mesures disciplinaires doivent conserver un caractère éducatif destiné à permettre à l'élève de se responsabiliser et de se construire en qualité de citoyen, en s'appuyant sur un certain nombre de principes incontournables :

- *Le principe du contradictoire*
- *Le principe de la proportionnalité de la sanction*
- *Le principe de l'individualisation de la sanction*

Les punitions scolaires

Elles sont à l'initiative des personnels de l'établissement, elles concernent des faits relatifs au travail scolaire et prennent les formes suivantes :

- l'observation orale
- l'observation écrite sur le carnet de liaison
- le devoir supplémentaire à caractère éducatif (les copies de lignes répétitives sont interdites), il doit être signé par le ou les responsables légaux.
- la retenue hors temps scolaire avec travail à effectuer dans l'établissement au collège et au lycée

Les sanctions disciplinaires

Elles sont prononcées par le Chef d'Etablissement ou son représentant et sont adaptées à des manquements disciplinaires.

Elles sont dans tous les cas notifiées par écrit aux responsables légaux de l'élève et peuvent être prononcées avec sursis.

L'échelle des sanctions est la suivante :

- l'observation,
- l'exclusion de cours. Celle-ci doit rester exceptionnelle, motivée par un manquement grave, et faire l'objet d'un rapport écrit circonstancié auprès du Chef d'Etablissement.
- le travail d'intérêt général. Il concerne les dégradations volontaires du matériel ou des locaux. L'élève effectuera un travail en relation avec la dégradation commise.
- l'avertissement solennel,
- le blâme,
- l'exclusion temporaire des cours avec présence obligatoire dans l'établissement (dite exclusion-inclusion),
- l'exclusion temporaire de l'établissement (d'une durée allant de 1 à 8 jours),

- l'exclusion temporaire supérieure à 8 jours ou exclusion définitive de l'établissement, à l'issue de la comparution devant le Conseil de Discipline.

A l'école primaire l'échelle des sanctions est la suivante :

- observation écrite
- convocation des parents avec le directeur et l'enseignant
- exclusion-inclusion d'une ½ journée à une journée ou plus pour motif grave
- exclusion temporaire par le Chef d'Etablissement, après avis du conseil des maîtres et de l'Inspecteur de l'Education Nationale en résidence

Récompenses et sanctions du conseil de classe

Article 16

Les mesures positives d'encouragement

Les élèves qui font preuve de sérieux et qui travaillent au mieux de leurs possibilités méritent d'être récompensés.

Encouragements et félicitations sont deux récompenses proposées par l'équipe pédagogique en conseil de classe sous l'autorité du Chef d'Etablissement ou de son représentant. Encouragements pour des élèves qui font preuve d'efforts et de sérieux pour progresser. Félicitations pour des élèves qui obtiennent de très bons résultats et montrent une attitude positive et solidaire en classe.

Les avertissements

A l'inverse, le Chef d'Etablissement ou son représentant peut prononcer, après avis de l'équipe pédagogique en conseil de classe, un avertissement ou un blâme pour le manque de travail ou un comportement inapproprié en classe.

Toutes ces décisions doivent faire l'objet d'un consensus en conseil de classe.

Article 17

Modalités de modification du Règlement Intérieur

Le Règlement Intérieur n'est pas immuable. Résultat d'un travail collectif, voté en Conseil d'Etablissement, il s'éprouve par la pratique et suppose une évolution par des ajustements ou des révisions périodiques.

Ces modifications sont soumises à l'instruction et à l'aval du Conseil d'Etablissement.

L'inscription d'un élève dans l'établissement entraîne l'adhésion obligatoire au Règlement Intérieur dans son intégralité et à son respect dans toutes les circonstances.